

Le patron de la SNCF sur la sellette

CONFLIT SOCIAL. Alors que les cheminots poursuivent leur grève pour défendre leurs conditions de travail, les tensions entre l'Etat actionnaire et Guillaume Pepy n'ont jamais été aussi fortes. En toile de fond, l'avenir de la SNCF.

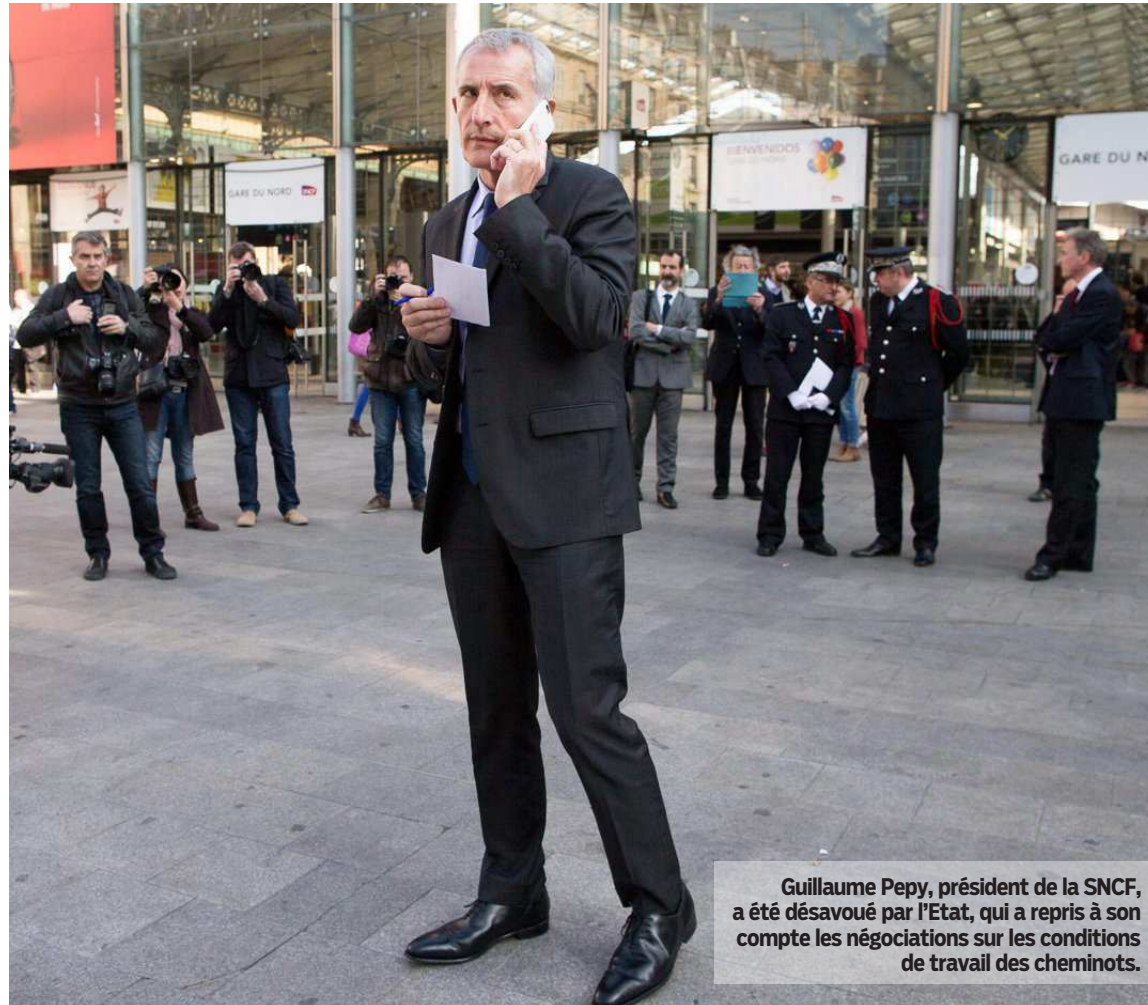
LES JOURS de Guillaume Pepy à la tête de la compagnie ferroviaire sont-ils comptés ? Selon nos informations, le gouvernement n'apprécie que très modérément les états d'âme et les exigences du patron du ferroviaire français.

Désavoué ce week-end par l'Etat, qui a repris à son compte les négociations sur les conditions de travail à la SNCF afin de trouver une issue à la grève illimitée lancée mardi soir par la CGT-Cheminots, l'Unsa et SUD-Rail, Guillaume Pepy a réclamé à l'Etat des contreparties financières. Le PDG de la SNCF estime en effet impossible de préparer de manière satisfaisante son entreprise à la concurrence sans améliorer la productivité de ses cheminots. Or l'accord trouvé entre le ministère des Transports et la CFDT, samedi dernier, entérine les conditions de travail actuelles des salariés de la SNCF.

« Il a présenté sa démission, mais on lui a fait comprendre qu'on ne parlait pas en pleine négociation »

Un proche du dossier

En contrepartie, Guillaume Pepy demande donc à l'Etat de reprendre à sa charge une partie de la dette du ferroviaire, qui a atteint la somme faramineuse de 50 Mds€. Pas vraiment du goût du pouvoir. « Il n'y a pas de négociations à avoir entre la direction de la SNCF et le gouvernement », estime-t-on du côté de l'Etat. Une mise au point suivie d'un état des lieux très critique : « Le schéma tracé depuis plusieurs mois n'a pas été suivi. Avant que



Guillaume Pepy, président de la SNCF, a été désavoué par l'Etat, qui a repris à son compte les négociations sur les conditions de travail des cheminots.

(Maapp/Weston Press/François Lafite)

nous prenions la main, aucune ligne n'avait été écrite sur l'accord que l'entreprise doit conclure avec les syndicats. » Bref, autant dire que le lien entre l'Etat actionnaire et le PDG de l'entreprise publique n'a ja-

mais été aussi ténu. D'ailleurs, selon plusieurs sources bien informées, Guillaume Pepy a fait plus que menacer de démissionner le week-end dernier. « Il a présenté sa démission, mais on lui a fait com-

prendre qu'on ne parlait pas en pleine négociation. » Si les deux parties se sont laissées jusqu'à lundi pour trouver un accord global, les points de convergences semblent réduits. Une crise qui résume à elle

seule la schizophrénie dans laquelle vit le ferroviaire français depuis plusieurs décennies.

« L'Etat demande tout et son contraire »

Un fin connaisseur du ferroviaire

« C'est très inconfortable de diriger la SNCF, résume un fin connaisseur du ferroviaire. Il faut sans cesse se contorsionner, car l'Etat demande tout et son contraire : multiplier les investissements pharaoniques pour faire du tout-TGV, et en même temps financer la rénovation du réseau ferré qui vieillit, maintenir des prix abordables sans diminuer la qualité de service. Et quand il peut gagner un peu de productivité, l'Etat fait le choix de sacrifier l'avenir de la SNCF pour casser la grève. » Et cette source de résumer : « Jacques Rapoport, patron de SNCF Réseau, a démissionné, notamment pour désaccord avec l'Etat. Le gouvernement ne peut se permettre une nouvelle démission à la tête de l'entreprise. »

Chez les cadres de l'entreprise publique, en tout cas c'est la soupe à la grimace. « On a l'impression d'avoir travaillé pour rien et que l'Etat hypothèque notre avenir », confie l'un d'eux. Certains ont décidé hier de lancer une pétition en ligne baptisée Appel de cheminots SNCF au gouvernement. On peut y lire notamment : « Si nous n'améliorons pas notre efficacité, alors nous devons réduire nos effectifs et entrer dans une spirale infernale. Cette histoire, d'autres entreprises, comme la SNCM dernièrement, l'ont vécue. » Hier soir, la pétition comptait 882 signatures.

VINCENT VÉRIER